

Géopolitique de Daesh. Les prisons tadjikes, cheval de Troie de l'Etat Islamique en Asie centrale ?

dimanche 23 juin 2019, par [David GAÛZERE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[David GAÛZERE](#), **Géopolitique de Daesh. Les prisons tadjikes, cheval de Troie de l'Etat Islamique en Asie centrale ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 23 juin 2019.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

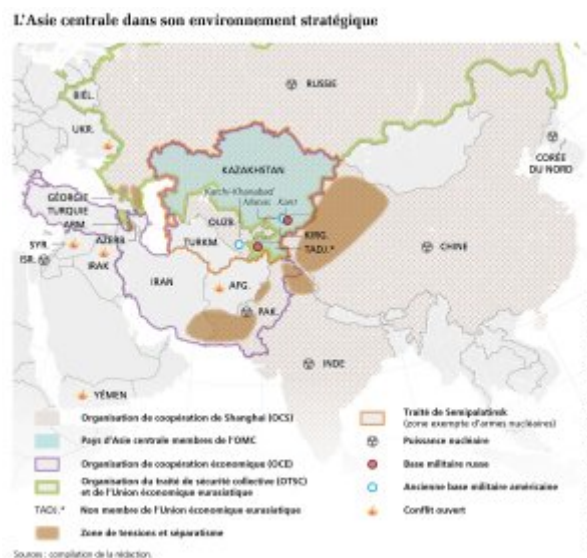
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L'infiltration et le soulèvement des prisons tadjikes participent du lien dorénavant profond entre les différents acteurs de la cause djihadiste. Ils prépareraient, selon David Gaüzere, la nouvelle stratégie d'embrassement de l'Asie centrale par l'Etat islamique, à partir de ses flancs les plus faibles.

Reste à savoir comment les acteurs locaux et externes réagiront et instrumenteront, au risque de perdre le contrôle.

Vous trouverez en pied de page une vidéo du diplomate Bruno Dupré qui - dès 2016 - attirait l'attention sur ces risques sur le *Diploweb.com*. Illustré de deux cartes.

DE KHODJENT en novembre 2018 à Vakhdat en mai 2019, les prisons tadjikes ont connu des soulèvements sans précédent, signés par l'Organisation [Etat Islamique](#) (OEI). La coordination de ces deux événements - et sans doute des prochains - comme le mutisme absolu des autorités nationales interrogent sur l'infiltration profonde et organisée de l'organisation djihadiste dans des strates de la société civile et du pouvoir au [Tadjikistan](#).



L'Asie centrale dans son environnement stratégique

Cette carte de l'Asie centrale dans son environnement stratégique présente notamment l'Organisation de coopération de Shanghai, l'Organisation mondiale du commerce, l'Union économique eurasiatique, mais aussi les tensions, séparatismes et conflits. Réalisation Atelier de cartographie de Sciences Po, 2016 pour "Questions internationales", n°82.

Questions internationales-La documentation française

Tadjikistan. De Khodjent à Vakhdat, des processus et une signature identiques

Dans la nuit du 7 au 8 novembre 2018, un groupe d'assailants se prévalant de l'OEI avait attaqué la prison de Khodjent, dans le Ferghana tadjik, au nord du pays. Après avoir tué quelques gardiens et forcé l'entrée, le groupe aurait ensuite armé des détenus déjà fanatisés. Ceux-ci s'étaient alors immédiatement soulevés et avaient pris le contrôle d'un des bâtiments de la prison avant d'en avoir été expulsés par les forces de police, non sans résistances, étant donné que l'assaut final aurait causé la mort de 23 personnes, dont 2 employés [1].

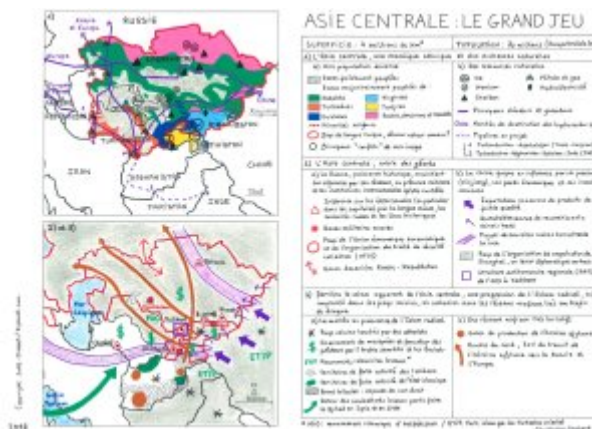
Les événements des 19 et 20 mai 2019 ont réédité dans la prison de Vakhdat à quelques kilomètres de la capitale tadjike, Douchanbe, le scénario de Khodjent : irruption surprise de détenus coordonnés, armés et radicalisés, prise d’otages puis assassinat de quelques employés et gardiens, prise de contrôle du bâtiment avant effondrement des assaillants jusqu’au-boutistes face aux détachements spéciaux de la police destinés aux missions anti-émeutes et à la lutte anti-criminalité (OMON), dans un bain de sang. A Vakhdat, l’émeute a coûté la vie à 29 mutins et à 3 employés [2].

Parmi les assaillants se trouvait Bekhrouz Khalimov, le plus jeune fils du dernier « Ministre de la Guerre » de l’OEI, le colonel Goulmourod Khalimov [3].

Goulmourod Khalimov avait le profil du parfait « djihadiste post-soviétique », combinant l’élitisme militaire des commandos d’élite de l’ex-Armée rouge et la radicalisation islamiste tout aussi internationaliste. Il s’inscrit en cela à la suite de Djouma Namangani (Djournaboï Khodjiev), de Mirzo Ziioiev et d’Abou Omar al-Chichani (Tarkhan Batirachvili)... d’autres précurseurs au parcours identique et à la notoriété devenue internationale. Après avoir dirigé les OMON, Goulmourod Khalimov a fui en 2015 en Syrie-Irak pour se placer au service de l’Etat Islamique, où il s’est illustré dans la garde prétorienne d’élite d’Abou Bakr al-Baghdadi avant d’en devenir le dernier « Ministre de la Guerre » du Califat jusqu’à sa chute. Khalimov aurait lui-même été tué lors d’un raid de l’aviation russe à Dar-Ez-Zor en septembre 2017 (une information que les Américains refusent toutefois de confirmer et à propos de laquelle les autorités tadjikes « n’ont pas d’avis ») [4].

Emprisonné en 2017 à la prison [5] de Vakhdat, son fils Bekhrouz aurait coordonné les émeutiers avant d’être tué par les forces de sécurité du pays. Il avait été arrêté deux ans plus tôt par les autorités à l’aéroport de Douchanbe alors qu’il tentait vainement de rejoindre son père en Syrie.

Durant les événements de Khodjent, comme de Vakhdat, tous deux rapidement revendiqués par l’OEI, l’information fut très parcellaire et l’écho international des deux révoltes ne s’est répercuté que 24 à 48 heures après les événements. L’atonie et le décalage des autorités tadjikes ont en cela partout caractérisé la gestion politique et militaire calamiteuse des événements par Douchanbe.



Carte. Asie centrale : le Grand Jeu

Cette carte inédite de l' "Asie centrale : le Grand Jeu" a été réalisée par Christophe Chabert pour *Diploweb.com*, 2018

Un pouvoir tadjik dépassé et aux abonnés absents

La frilosité du gouvernement tadjik montre bien son dépassement et sa concussion à tous les niveaux dans la gestion des événements. Sa position officielle de « fermeté laïque » face à la menace djihadiste extérieure et intérieure n'est que de façade et masque mal de sourdes rivalités internes entre des [clans locaux](#) gangrenés par l'idéologie de l'islam politique.

La situation peut se caractériser par les trois traits suivants.

. **Le silence des autorités** pendant plusieurs jours autour des événements révèle tout d'abord un vaste embarras de Douchanbe vis-à-vis de son protecteur militaire russe et de ses partenaires étrangers. [La Russie](#) dispose de la base militaire aérienne d'Aïni (un contingent indien y stationne également), dans la banlieue de Douchanbe, ainsi que de la présence permanente de la 201^e Division de Fusiliers Motorisés russe sur le Piandj, le fleuve frontalier séparant le Tadjikistan de l'Afghanistan. Cette frontière fluviale, longue de plus d'un millier de kilomètres en milieu de haute montagne, est très difficile à sécuriser et est violée chaque jour par des agents et des « mules » djihadistes assurant la liaison entre les bases militaires des groupes djihadistes armés, regroupés dans le nord de [l'Afghanistan](#) et les cellules djihadistes clandestines du Tadjikistan et du reste de [l'Asie centrale](#). Douchanbe avait d'autre part décidé, dans un souci de redorer son image après plusieurs années d'instabilité, de faire de l'année 2018 l'année du tourisme et d'en faire sa promotion à l'étranger. L'assassinat de cyclotouristes étrangers à Danghara, par des activistes islamistes locaux, largement soutenus par les villageois du cru, le 29 juillet 2018 avait prématurément mis fin aux espoirs d'ouverture du pays [6].

. **Le rejet des désordres sur le Parti de la Renaissance Islamique (PRI)**, le seul parti islamiste légaliste et modéré du pays, démontre une sous-estimation par les autorités de la gravité des événements, ainsi que de l'implantation durable de l'OEI dans le pays. Le PRI a, jusqu'à présent, joué la carte de la modération et du jeu politique légaliste, ce depuis 1997, l'année qui avait mis fin à plus de cinq ans de guerre civile entre les néo-communistes (au pouvoir) et l'Opposition Unie rassemblant le PRI, les démocrates et les Ismaéliens [7]. Depuis, le PRI a participé à chaque élection dans le pays, se retrouvant toujours comme éternelle victime des fraudes et manipulations électorales diverses d'un pouvoir de plus en plus autoritaire et recroquevillé sur un seul clan *localiste* [8], celui de Kouliab. Finalement, il fut interdit en 2015. Depuis, le pouvoir central fait automatiquement porter sur le PRI la responsabilité de chaque soubresaut de violence islamiste. En parallèle, l'interdiction du PRI a précipité nombre de ses anciens militants sur la voie de la radicalisation, soit par l'exil de plusieurs d'entre eux dans les bases djihadistes du nord de [l'Afghanistan](#), soit par l'activation sur place de cellules clandestines, prélude à de futurs *scenarii* d'actions violentes. Ces deux options constituent l'une avec l'autre le lien, désormais indéfectible, de propagation de l'idéologie, du matériel et des hommes de l'OEI au Tadjikistan.

. **La déliquescence du pouvoir politique et militaire à Douchanbe** est perceptible à tous les niveaux. La porosité entre les cellules islamistes et l'Etat-Major militaire tadjik est particulièrement inquiétante. L'ancien Ministre des Situations d'Urgence, le général-lieutenant Mirzo Ziioiev avait rejoint le Mouvement Islamique du Turkestan, puis avait conduit une

escarmouche contre les forces gouvernementales dans la Vallée de Racht en 2009, avant d'être tué par l'armée. La formation militaire reçue en partie aux Etats-Unis (plusieurs stages d'entraînement à la lutte antiterroriste) par Goulmourod Khalimov avant son retournement pour l'OEI illustre la fragilité des liens au plus haut niveau de l'Etat et de l'armée, sans parler de parties du puissant système d'écoute et de renseignement national (SORM) hérité de l'ex-URSS, passées aux mains de militaires locaux « à la religiosité prononcée » et au positionnement ambigu. Le retournement supposé de 15 membres du Commando Alpha par Khalimov cité en janvier 2019 par l'agence de presse Fergana, s'il était confirmé, attesterait, en l'actualisant toujours plus, cette porosité (cf. note n°4). L'OEI sait, dans tous les cas de figure, qu'il peut disposer de relais militaires sûrs et dotés d'une formation de qualité au Tadjikistan [9].

L'infiltration et le soulèvement des [prisons](#) tadjikes participent du lien dorénavant profond entre les différents acteurs de [la cause djihadiste](#). Ils préparent également en tant qu' « actions préventives » la nouvelle stratégie d'embrasement par l'OEI de [l'Asie centrale](#) à partir de ses flancs les plus faibles.

Le nouveau plan stratégique de l'Organisation Etat Islamique pour l'Asie centrale

La chute de Mossoul et de Raqqa a peu à peu déplacé le conflit contre l'OEI Islamique vers le nord de l'Afghanistan. Là, auréolée de plusieurs succès face à une alliance de circonstance entre l'Armée nationale afghane et les *Taliban* [10], la branche locale de l'OEI, EI-Khorasan (EI-K), est parvenue à établir un front solide en face des frontières des Etats d'Asie centrale post-soviétique.

La force de ce front est dans sa solidité qui résulte de la sous-traitance des objectifs militaires de l'EI-K sur place par une coalition d'organisations terroristes islamistes centrasiatiques franchisée à l'EI-K.

Ces organisations, se voulant internationalistes, sont pourtant établies sur des solidarités nationales et linguistiques et parfois locales. Il est possible d'en distinguer deux types.

. Les organisations djihadistes nationales sont le Djound al-Khalifat (Kazakhs), le Djaïchoul-Makhdi (Kirghiz), le Mouvement Islamique du Turkménistan (Turkmènes) turcophones et Ansaroullah (Tadjiks) tadjikophone. Elles espèrent toutes imposer un Etat islamiste dans le cadre national de chaque Etat centrasiatique. Ces Etats seraient ensuite relégués au rang de *wilayat* (provinces) du Califat mondial.

. Les organisations djihadistes locales puissantes sont essentiellement ouzbékophones : le Djammât Imam al-Boukhari (Boukhara), le Djamaat Sabri (Samarkand), le Djannat Ochiklari (ouzbékophones d'Och), le renommé Mouvement Islamique du Turkestan (ex-Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, Ferghanais ouzbékophones), l'Union du Djihad Islamique (minorités musulmanes et « néo-convertis » d'Ouzbékistan) [11]... Elles refusent d'admettre l'existence des cinq républiques d'Asie centrale, héritées du découpage stalinien des années 1920-1930 et comptent inscrire leur projet de Califat dans un cadre transnational, d'abord régional, puis global. Cette vision internationaliste résulte également du fait que leurs militants proviennent tous de territoires multiethniques et souvent conflictuels.

Ces organisations turcophones et tadjikophones ont toutes regroupé leurs objectifs et leurs savoir-faire [en Syrie-Irak](#), où elles constituaient la garde d'élite du « Calife » al-Bagdadi. Elles ont depuis placé au second plan leurs différences linguistiques et *localistes* pour forger un front commun « *contre l'ensemble des dictatures impies* » (sic) installées par-delà le Piandj. Ces organisations disposent désormais partout de réseaux solides parmi les populations d'Asie centrale. Leur expertise militaire, issue de l'ancienne Armée rouge, place ces organisations dans l'élite de l'EI-K. Elles étaient notamment les seules à avoir su utiliser des avions Soukhoï et Mig pris à l'armée syrienne à Al-Tabqa ou à Dar-Ez-Zor. Enfin, une grande partie des cadres supérieurs de l'OEI sont, parfois dans des conditions aussi mystérieuses que rocambolesques, parvenus à arriver sans encombre du théâtre syro-irakien et à s'établir dans le nord de l'Afghanistan [12].

En face, en Asie centrale post-soviétique, des pouvoirs locaux despotiques et une crise économique et sociale ont encouragé une grande partie des jeunesses locales à l'émigration en Russie ou, dans une moindre mesure, en [Turquie](#). Là, regroupé dans une même précarité transnationale et fédéré par le russe, la langue de communication commune, un nombre important de jeunes émigrés centrasiatiques s'est alors retrouvé en proie à la radicalisation islamiste. Cette radicalisation débouchait fatalement sur un renforcement des relations transnationales entre ceux restés sur les terres d'émigration, ceux revenus au pays et ceux « envoyés » sur les théâtres syro-irakien, puis afghan.

Les cellules souterraines du mouvement ont en conséquence à la fois grossi et se sont mieux structurées, disposant désormais de ramifications militaires clandestines visant à exécuter les objectifs de l'EI-K sur place. Elles sont en cela aussi aidées par les retours d'un certain nombre de combattants de Syrie-Irak. Une fois revenus et davantage radicalisés, ces combattants se moquent des amnisties pénales régulièrement proposées par les autorités et réactivent idéologiquement et restructurent militairement les cellules clandestines.

La « fin officielle » de l'OEI en 2019 au [Moyen-Orient](#) signifie à la fois la défense de la cause de l'organisation sur d'autres terrains et la transformation de ses pratiques de lutte [13]. Elle contraint également l'organisation terroriste à déporter en Asie centrale ses ramifications militaires. A Raqqa, l'OEI disposait du commandement militaire central, dont dépendaient plusieurs armées directes (par exemple l'EI-K dans la Province de Nangarhar dans l'est de l'Afghanistan), ainsi que plusieurs groupes militaires autonomes franchisés, les *katiba* (Djound al-Khalifat, Djaïch-oul-Makhdi, Djannat Ochiklari...) comme dans le nord de l'Afghanistan. Cependant, la notoriété des chefs militaires islamistes tadjikophones et l'élitisme de leurs combattants avaient amené l'Etat Islamique à détacher les Tadjikophones de l'EI-K pour les rattacher directement au commandement central (EI-C) avec les bataillons arabes, qu'ils commandaient [14]. Cette distinction promotionnelle a ainsi valorisé le prestige du djihadisme armé auprès des Tadjikophones d'Afghanistan et des cellules dormantes du Tadjikistan.

La Vallée du Ferghana, de par sa nature multiétatique et multiethnique, concentrait pendant les années 2000-2010 le cœur régional du djihadisme transnational (l'islamisme tadjik, alors chapeauté par le PRI, s'inscrivait plutôt dans un cadre légaliste et national). En 2010, Aleksandr Sobianin référençait dans la vallée par leurs noms de codes les *katiba* (phalanges armées islamistes) ferghanaïses clandestines, alors affiliées au Mouvement Islamique du Turkestan et agissant pour al-Qaïda, de la manière suivante.

- . La *katiba* « Ouzbékistan », constituée de citoyens ferghanais de citoyenneté et de nationalité ouzbèke (évaluée entre 3 500 et 4 000 personnes).
- . La *katiba* « Kirghizstan », constituée de citoyens ferghanais de citoyenneté kirghize et de nationalités ouzbèke, kirghize, tadjike, ouïghoure...
- . La *katiba* « Afghanistan », constituée de combattants issus de l'ensemble de l'espace post-soviétique (les Slaves néo-convertis et radicalisés intégraient cette *katiba*). Entraînée en Afghanistan, cette *katiba* aurait été la mieux rompue aux actions terroristes.
- . La *katiba* « Tadjikistan », constituée de citoyens ferghanais de citoyenneté et de nationalité tadjike [15].

Huit ans plus tard, Antonio Giustozzi reprenait le référencement de ces mêmes *katiba* ferghanaïses. Le nom avait certes changé pour bon nombre d'entre elles, leur influence s'était depuis élargie à l'ensemble de l'Asie centrale et elles étaient toutes passées en 2014-2015 sous affiliation de l'OEI (cf. classement supra des organisations djihadistes nationales et locales en 2018) [16].

Pour autant, en dépit de ces quelques restructurations de forme, le maintien et le renforcement de ces mêmes cellules militaires clandestines, composées des mêmes militants de base et grossies par les arrivées incessantes de nouveaux adeptes, traduisent sans nul doute l'inscription durable de l'islam politique combattant, accélérateur de déstabilisation, en Asie centrale post-soviétique. Entre une base afghane dorénavant tenue et fortifiée par l'EI-K et des cellules militaires opérationnelles au Tadjikistan et dans la Vallée du Ferghana, l'OEI peut mener des incursions de plus en plus fréquentes par-delà le Piandj, en direction du Tadjikistan et, en premier lieu, de ses prisons.

Les prisons du Tadjikistan sont leur premier objectif d'attaque pour les cinq raisons suivantes.

Premièrement, les forces de sécurité dans les prisons tadjikes ne contrôlent que partiellement la situation. Les personnes reconnues coupables de sympathie pour le terrorisme et des organisations telles que l'OEI acquièrent une influence croissante. Les prisons sont qualifiées par les journalistes locaux d' « *Académies du djihad* » (sic).

Deuxièmement, le système pénitentiaire du Tadjikistan non seulement ne « rééduque » pas les partisans de l'islam radical et du djihad, mais crée au contraire toutes les conditions préalables à l'élargissement de leurs rangs - aux dépens des condamnés ordinaires soumis à la pression constante et aux humiliations des autorités pénitentiaires.

Troisièmement, en cas d'émeute [en prison, les djihadistes](#) y interceptent rapidement les dirigeants, reléguant les autorités pénales au second plan et intimidant la plupart des prisonniers par des actes démonstratifs : les actes les plus cruels et atroces doivent être montrés au plus grand nombre pour massivement intimider. Ici, la *sila oustracheniia* (force d'épouvante) [17], pratiquée dans les Goulags durant l'époque soviétique, retrouve une nouvelle vigueur au service de la cause djihadiste.

Quatrièmement, l'interprétation radicale du djihad, prônée par l'OEI, impose à la majorité des prisonniers un style de comportement public radical et violent, impliquant non seulement une hostilité ouverte, mais aussi une disposition à l'élimination physique immédiate des « ennemis » classiques du projet de l'OEI : les chiites, les soufis et, fait nouveau depuis les événements de Vakhdad, les adeptes du PRI emprisonnés.

Cinquièmement, la théorie de la responsabilité systématique du PRI dans les manifestations violentes islamistes, créée par les autorités tadjikes depuis plusieurs années, ne tient plus depuis les événements de Vakhdat. Du coup, l'interdiction de ce parti légaliste n'est finalement plus ressentie par la population que comme une manifestation de l'arbitraire et de l'inefficacité politique du Président Emomali Rakhmon et de son entourage [18].

Le décor est donc désormais bien en place pour une déstabilisation régionale de l'Asie centrale programmée à partir des flancs turkmène et surtout tadjik selon un scénario "parfaitement" maîtrisé par l'EI-K et ses relais locaux et tenant en cinq actions successives :

. **1^{ière} action** : Soulèvement des prisons.

. **2^e action** : Recrutements et formation de cellules clandestines professionnelles au sein de l'armée et de la police.

. **3^e action** : Gangrène du pouvoir par les mafias et les réseaux claniques alimentés par le narcotrafic et la criminalité organisée.

. **4^e action** : Effacement progressif par la subversion des dernières résistances laïques de l'Etat central / remplacement progressif de l'armée et de la police traditionnelles par une armée et une police religieuses issues de cellules de mieux en mieux structurées.

. **5^e action** : Prise du pouvoir et extermination des oppositions laïques [19].

Le Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (FSB) faisait état en mai 2019 de 5 000 combattants djihadistes, pour l'essentiel centrasiatiques, massés le long de la frontière septentrionale de l'Afghanistan [20].

Fort heureusement, les assauts militaires de l'islam politique rencontrent encore de fortes résistances en Asie centrale post-soviétique. Mais jusqu'à quand ? Les changements intergénérationnels, la confiscation perpétuelle du pouvoir politique et des richesses économiques par des clans *localistes* et une misère sociale et spirituelle toujours plus forte pourraient tôt ou tard faire basculer des populations très fragilisées. Quels acteurs externes en tireront argument pour intervenir et avec quels effets ?

Conclusion

La (sous-)réaction des autorités tadjikes, des Etats voisins voire de la Russie converge dans un *modus vivendi* traditionnel et un aveuglement commun face à [une menace djihadiste transnationale](#). Certains Etats post-soviétiques d'Asie centrale continuent inlassablement à demander plus de protection militaire de la part de la Russie et des moyens pour combattre l'extrémisme religieux [21], tout en continuant de négliger les causes du développement rapide du fondamentalisme religieux à l'intérieur de leurs frontières. De même, l'absence criante de coordination régionale face à [l'ennemi transnational qu'est l'OEI](#) affaiblit toujours plus chaque jour les défenses de l'Asie centrale post-soviétique face aux coups de boutoir toujours plus forts et affinés de l'islamisme radical.

Bonus vidéo. B. Dupré en 2016 : Daesh et l'Asie centrale. Réalités de la menace, facteurs d'instabilité

Diplomate européen en poste à Bruxelles, Bruno Dupré s'exprime ici à titre personnel à propos de Daesh et l'Asie centrale. Il évalue - en 2016 - la menace et les facteurs d'instabilité, en réponse aux questions du *Diploweb.com*.

Bruno Dupré est l'auteur d'un roman qui a pour toile de fond cette région : *Si tu veux la vie, vole-la !*, éd. L'Harmattan, 2016.

[Découvrez plus de vidéos géopolitiques sur la chaine youtube.com Diploweb](#)

P.-S.

Docteur en Géographie humaine et sociale, David Gaüzere est Chercheur associé au Centre Montesquieu de Recherche Politique - Université de Bordeaux (EA4192), Membre d'Honneur du *Geopolitical Research Analysis Circle*.

Notes

[1] <https://www.novastan.org/fr/tadjikistan/tadjikistan-letat-islamique-revendique-une-grave-emeute-dans-une-prison/>

[2] <https://www.novastan.org/fr/tadjikistan/tadjikistan-32-personnes-tuees-apres-un-soulevement-dans-une-prison/>

[3] <https://tj.sputniknews.ru/country/20190520/1028953970/tajikistan-tyurma-likvidirovali-syn-gulmurod-halim.html>

[4] L'agence de presse Fergana, composée de journalistes indépendants basés à Moscou et disposant de relais médiatiques en Asie centrale post-soviétique et en Afghanistan, dément depuis janvier 2019 la mort de Goulmorod Khalimov. Se fondant sur le témoignage d'un indicateur basé dans le Badakhchan afghan, Khalimov se serait trouvé en janvier 2019 dans la ville de Mundzhon dans le Badakhchan afghan (à 80 km de la frontière tadjike), commandant un groupe de « quelques dizaines d'hommes » pour l'OEI (Khalimov serait le lien transverse et coordinateur de l'EI-K et de l'EI-C), dont certains seraient revenus de Syrie, ainsi que quinze membres du Commando Alpha (le « Commando des Opérations Spéciales » tadjik) récemment passés au service de Khalimov, <https://fergana.agency/news/104222/>

[5] NDLR : Dans sa thèse de doctorat soutenue en juin 2019, Hugo Micheron a démontré combien les prisons françaises sont déjà des "universités du djihadisme". Il n'y a donc pas à s'étonner que dans un pays où les institutions sont plus faibles les prisons deviennent des

points d'appui et de déploiement d'une stratégie.

[6] <https://www.rferl.org/a/tragedy-in-tajikistan-most-humans-are-warm-friendly-people-who-wish-us-no-harm-/29401621.html>

[7] Forte d'autour de 250 000 membres, la communauté ismaélienne peuple majoritairement le District Autonome du Gorno-Bdakhchan, un de ses berceaux historiques et spirituels. Elle est fidèle à l'Agha-Khan et pratique un islam chiite de rite nizârite, qui se distingue de ses voisins sunnites immédiats par une spiritualité fondée sur la Raison et la tolérance, ainsi que par une certaine égalité entre l'homme et la femme. Cette communauté reste aujourd'hui encore mal vue du pouvoir central de Douchanbe.

[8] Qui gouverne un Etat national pour le compte d'intérêts locaux.

[9] <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2018/09/Asia-focus-83.pdf>

[10] NDLR : Taliban est le pluriel de « taleb » (instruit, dans le sens coranique) et ne prend donc jamais de « s ».

[11] <https://www.diploweb.com/Afghanistan-le-troisieme-front-de.html>

[12] « Maria Zakharova, la porte-parole du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, rapportait, le 23 juin 2017, qu'une cinquantaine de combattants terroristes de l'EI auraient été transportés, au vu et au su de tous, jusqu'au nord-est de l'Afghanistan (Province de Nangarhar), plus exactement près des grottes de Tora-Bora, par des hélicoptères non identifiés (américains selon le député provincial Zahir Kadyr). D'autres déplacements hélicoptérés antérieurs ont là encore confirmé l'implantation progressive de combattants de l'OEI et l'apparition en cours d'un nouveau front dans les Provinces septentrionales de Djaozdjan, Faryab et Sar-i-Poul. Amplifiées de manière alarmiste par les Russes, ces informations sont pourtant confirmées du côté afghan : le Gouverneur Mohammad Zahir Wahdat de Sar-i-Poul aurait aussi mentionné de telles pratiques dès mai 2017 »,

<https://www.diploweb.com/Nouvelle-donne-en-Asie-centrale-l-Etat-islamique-face-a-l-Amou-Daria.html>

[13] <https://www.fergana.agency/articles/107541/>

[14] GIUSTOZZI Antonio, The Islamic State in Khorasan, Éd. Hurst, Londres, 2018, p. 143. Nous notons l'anachronisme administratif de l'OEI qui, d'un côté avait fait de l'Asie centrale et de l'Afghanistan la Wilayat Khorasan, entité administrative et militaire d'un empire planétaire rêvé, et qui devait donc être défendue par l'EI-K, et de l'autre côté la séparation du noyau tadjikophone de l'EI-K et son affiliation à l'EI-C malgré son maintien dans la Wilayat Khorasan (et son isolement de la Wilayat Chams, le Machrek, défendue par l'EI-C).

[15] <https://vesti.kg/analitika/item/339-ot-rossiyskih-ekspertov-v-adres-spetssluzhb-kyirgyizs-tana-prishlo-ofitsialnoe-preduprezhdenie-o-novoy-opasnosti.html>

[16] GIUSTOZZI Antonio, Op. Cit., pp. 143, 146, 154-157

[17] Actuellement, l'objectif de la sila oustracheniia est pour les djihadistes (ici originaires de l'espace post-soviétique) de terroriser la population centrasiatique, à commencer par les Tadjiks. Il convient pour l'OEI d'amener par l'horreur et la peur la majorité hésitante de la population à se conformer, d'une part, aux fatwa (lois religieuses) islamistes et, d'autre part, aux obligations de la gazavat (guerre sainte), <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2018/09/Asia-focus-83.pdf> . En cela, la sila oustracheniia rejoint le concept de « gestion de la barbarie » théorisé en 2004 et depuis développé par les djihadistes arabes et occidentaux.

[18] <https://www.fergana.agency/articles/107541/>

[19] Ibid.

[20] <https://www.news.tj/ru/news/tajikistan/security/20190521/glava-fsb-rossii-okolo-pyati-ti-syach-boevikov-ig-nahodyatsya-na-granitse-afganistana>

[21] <https://tj.sputniknews.ru/columnists/20190527/1029000225/Tajikistan-Russia-usilyat-za-schitu-granitsy.html>